



Conférence et Consultation nationale

Le choix revient aux communistes

Page 4

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 916

16 juin 2011

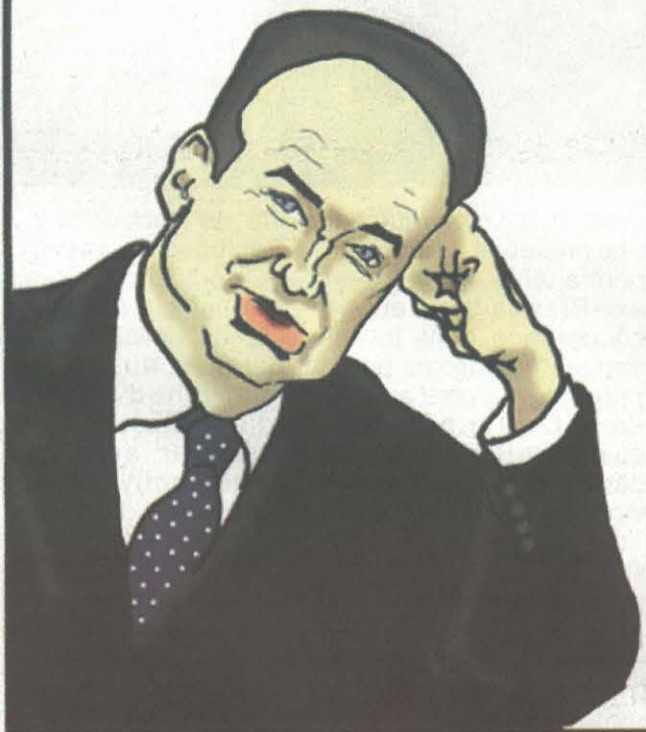
prix: 0,70 €

Assistanat

L'ASSEMBLEE REFUSE
D'ASSUJETTIR LES
OEUVRES D'ART A L'ISF...

ET VEUT OBLIGER LES
TITULAIRES DU RSA A
TRAVAILLER 5h

Pénaliser l'argent qui dort?
Faut pas exagérer!



S'enrichir à ne rien faire?
Faut pas exagérer!



Creseveur

Qui profite vraiment ???

■ Pérou

Une nouvelle victoire pour la gauche en Amérique Latine

P 2

■ Rencontre

NLA a rencontré Aymeric Seassau, secrétaire départemental du PCF

P 3

■ Augmentation des salaires

Une exigence légitime

P 5

■ Mal être au travail

Les raisons de la colère

P 6

■ Sénatoriales



La gauche rassemblée

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Obsession

Après Laurent Wauquiez, c'est au tour de Jean-François Copé de s'attaquer aux bénéficiaires du RSA. Il propose que ceux-ci puissent travailler sans statut pour des collectivités locales aux maximum dix heures par semaine sans quoi ils verraient leur ressource fondre comme neige au soleil. Vraiment, la droite sociale est trop bonne !!!

Barbarie sociale

La semaine dernière la Grèce se voyait attribuée une nouvelle aide financière. En contrepartie, le gouvernement va renforcer l'austérité et accélérer le mouvement de privatisation. Les grecs vont devoir serrer la ceinture jusqu'à l'étouffement : **6,4 millions d'euros d'économie supplémentaires sont prévus en 2011 !!!** De leur côté les syndicats s'indignent contre la barbarie sociale.

Grosse bourde



En fin politique, Nicolas Hulot, jadis panneau publicitaire télévisuel, s'est déclaré prêt à faire la cour à Jean-Louis Borloo : « J'ai pensé pendant un court temps de faire un tandem avec lui mais ce n'était pas envisageable car je suis obligé de tenir compte de la culture d'EE-LV » a-t-il déclaré. C'est une belle boulette que vient de nous faire un homme assurément de gauche, une boulette bio bien entendu.

A droite toute

Le 31 mai dernier Nicolas Sarkozy recevait les représentants de la droite populaire une cinquantaine de députés très à cheval sur les questions de sécurité et d'identité. Soyons en sûr, la campagne de Sarkozy pour 2012 sera du même tonneau **sinon pire que celle de 2007.**

Enlèvement

Ils avaient promis, cela ne durera pas peu de temps, cela serait fait proprement, sans aucune victimes civiles. Sauf qu'une guerre est une guerre et que la situation en Libye ressemble à toutes celles déjà connues auparavant. Selon l'OTAN, l'opération devait même être un succès. C'est tellement vrai que cette guerre qui devait prendre fin le 27 juin prochain **sera prolongée de 90 jours et qu'une intervention au sol commence à être envisagée.**

Point de vue

par Véronique Mahé

Le contexte des échéances de 2012 est profondément impacté par la crise, ses répercussions sociales et politiques. De la résistance à la réforme des retraites jusqu'aux mobilisations contre la casse de l'Education Nationale, des contestations des plans d'austérité en Europe jusqu'aux révolutions arabes, **la situation appelle à un changement de société.** L'abstention massive aux cantonales et la montée du Front National sont les reflets d'une exigence forte de propositions concrètes destinées à changer la vie. Alors qu'une majorité de Françaises et de Français aspirent à un changement de cap, on nous oppose un « feuilleton médiatique » de la chambre d'hôtel sordide à « l'heureux évènement » ! Dans cette échéance majeure pour notre pays, les communistes portent l'ambition de répondre à ces attentes en mettant le contenu du changement au cœur du débat et en multipliant les initiatives rassembleuses. Lors de la conférence nationale qui s'est déroulée à Montreuil le week-end dernier, nous avons réaffirmé notre attachement à un Front de Gauche, outil pour constituer la nouvelle majorité de gauche dont le pays a besoin. Dans la crise actuelle, **les communistes sont conscients que leur Parti a un rôle majeur à jouer, mais qu'il ne le jouera que s'il sait rassembler largement.** Cette démarche doit également nous permettre d'avoir une **représentation renforcée à l'Assemblée Nationale** nous permettant la mise en œuvre de nos choix politiques. La conférence nationale a également acté le bulletin de vote proposé aux communistes les 16, 17 et 18 juin prochains. La proposition d'un candidat unique a été

balayée par les débats et la majorité des délégués. Ignorer la souveraineté des communistes, ne pas leur permettre de s'exprimer, c'est fermer les portes à la démocratie de fonctionnement.

« Les communistes portent l'ambition de répondre [aux] attentes en mettant le contenu du changement au cœur du débat »

Les communistes ne peuvent pas avoir l'impression d'assister à la signature d'un scénario écrit depuis longtemps et découlant du traumatisme des deux dernières présidentielles. André Chassaigne et Jean-Luc Mélenchon portent deux conceptions différentes du Front de Gauche : nous ne devons pas évacuer ce débat sous peine de divisions. Comme le disait un délégué, il est hors de question d'opposer « le cœur à la raison, les courageux aux peureux ». La conférence nationale a fait le choix de refuser le providentialisme et de résister aux pressions. Les communistes se prononceront donc, en toute indépendance, sur des options et ils doivent sortir de cette bataille sans crainte de l'option choisie. **Oui une bataille, car 2012 n'est pas une promesse, 2012 est à construire, 2012 est à gagner !**

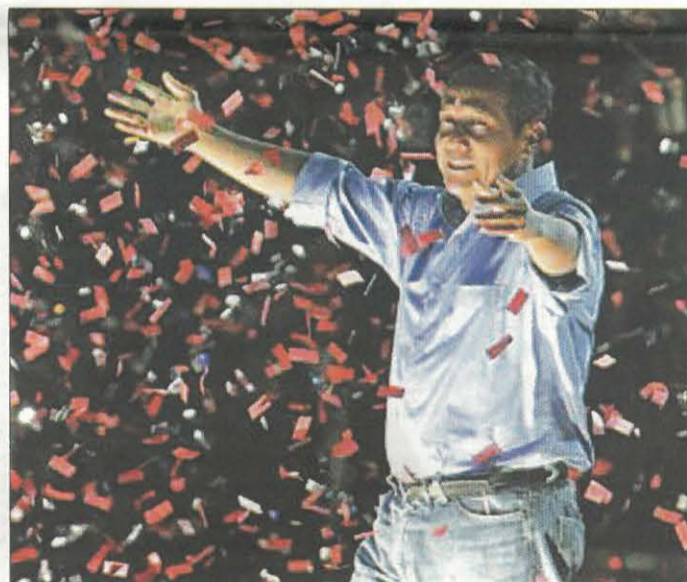


Le Pérou bascule à gauche

Le basculement à gauche de l'Amérique latine vient de se renforcer avec la victoire au Pérou du chef de file de « Gana Peru » (le Pérou qui gagne), Ollanta Humala. Après le brésilien Lula, le vénézuélien Chavez, une nouvelle expérience sera donc à observer en Amérique du Sud, seuls le Chili et la Colombie demeurant à droite. En battant la fille de l'ancien autocrate Alberto Fujimori, aujourd'hui emprisonné pour violation des droits de l'homme et corruption, Humala a redonné espoir au peuple péruvien. Dans ses premières déclarations après son élection, le futur président (il prendra ses fonctions fin juillet) a réitéré sa promesse de créer des emplois, construire des logements et offrir des services de première

nécessité comme l'eau courante et l'électricité aux plus démunis. **« Nous avons longtemps attendu un gouvernement qui se préoccupe vraiment des pauvres (...). Il faut que ça change, et c'est pour ce changement que je suis là. C'est pour cela que je fais de la politique »** a-t-il affirmé.

Le pays, marqué par de profondes inégalités, en disant non au retour du « fujimorisme » s'est prononcé contre l'ultra libéralisme, l'autoritarisme et la corruption. Humala veut mieux répartir les fruits de la croissance, en faveur des plus pauvres qui représentent 30 % de la population. C'est donc une immense attente sociale que devra gérer le nouveau président péruvien qui, d'ores et déjà inquiète fortement les milieux économiques et groupes de presse. Enfin, cette victoire de la gauche



dans un pays marqué par une présence américaine permanente, renforce un axe Brasilia-Lima et une coopération dans le domaine de l'énergie pourrait se développer avec le Brésil. C'est en tout cas ce qu'espère Brasilia qui voit dans la victoire du péruvien Humala une possibi-

lité de débouché sur le Pacifique pour les grandes entreprises brésiliennes. Au-delà de l'Amérique latine, **tous les peuples du monde en recherche d'alternatives à l'ultra libéralisme vont observer avec intérêt cette nouvelle expérience.**

De vous à moi...

Vive le quinquennat présidentiel, c'est une invention formidable !!! Peut-être même qu'un mandat de cinq ans est encore trop long mais nous boudons pas notre plaisir ! Admettons le, cinq ans, c'est tout de même bien : trois ans de mandat, deux ans de campagne c'est un plaisir, surtout les deux ans de campagne et tout particulièrement la dernière année voir les derniers mois.

Prenons par exemple la campagne en cours, qu'elle délectation, **tous les coups sont permis**, les cou-

cheres des uns, les ivresses des autres, rien ne nous est épargné !

A quand les écographies de Carla ou la liste des maîtresses de Pierre ou de Jacques.

D'autant que les journalistes viennent : **désormais ils ne cachent plus rien**, tout devra se savoir, absolument tout. Tout ce qui ne regarde personne d'autres que les individus incriminés par les ragots les plus nauséeux.

Au final, tout sera su des affres personnelles et rien des contenus et des enjeux politiques.

Si des hommes et des femmes politiques -et Sarkozy en premier lieu- jouent avec leur vie privée **rien ne saurait justifier l'étalage que l'on peut connaître.**

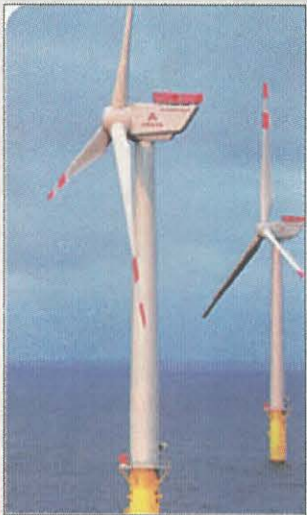
S'il y a bien un désintérêt de la chose politique (tout du moins dans les urnes) rien n'est fait pour que les citoyens aient les cartes en mains.

Les cartes distribuées sont celles d'un autre jeu qui ressemble plus à du divertissement et **les citoyens n'ont à y gagner.**

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Eolien



Alstom qui a l'intention de répondre à 1/3 du premier appel d'offre français d'éoliennes offshore, cherche à s'implanter dans un grand port français et celui de St-Nazaire est en lice. C'est d'ailleurs dans la ville portuaire de Loire-Atlantique que l'entreprise va démarrer la construction de deux prototypes de nacelle.

Eolien

Vendredi dernier, François Fillon était à Guérande dans le cadre du comité interministériel de la mer (Cimer). Ce n'est pas nouveau, notre premier ministre s'intéresse à la mer, sans doute l'habitude de boire la tasse et de laisser des additions plutôt salées à la France populaire.

Psychose

Enorme gâchis. C'est le constat que l'on peut faire après que le concombre ait été accusé à tort suite aux intoxications survenues en Allemagne. L'emballement médiatique autour du cucurbitacée fait que les producteurs nantais, premiers producteurs en France, subissent une crise sans précédent. La production nantaise représente près de 200 emplois dans notre département et les pertes sont d'ores et déjà conséquentes. Une telle psychose alimentaire montre cependant à quel point il y a une césure entre producteurs et consommateurs.

Rencontre avec Aymeric SEASSAU secrétaire départemental du PCF



La conférence nationale du PCF a témoigné d'une grande maturité politique. Nous pouvons mieux débattre dans le parti et la volonté de rassemblement domine.

NLA: Dans quelle état d'esprit sont les communistes à 1 an de la présidentielle ?
Aymeric SEASSAU : Les communistes sont avant tout des hommes et des femmes de terrain. Ils vivent, travaillent et militent dans des quartiers, des communes et des entreprises où la crise structurelle du capitalisme ne fait pas de cadeau. Comme beaucoup, ils vivent mal ce débat à un an de la présidentielle où tout se résume à des affaires de personnalités dont la sordide affaire DSK révèle cruellement le danger. **Les communistes sont pleinement engagés dans**

le programme populaire partagé avec des rencontres à l'initiative des communistes qui ont rassemblé plusieurs centaines de personnes dans le département sur l'industrie avec Pierre Laurent secrétaire national du PCF ou avec Alain Bocquet, député communiste sur l'utilisation de l'argent. Nous participons activement à la grande campagne contre la vie chère qui a occupé une place importante sur la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique dans un débat avec l'ensemble des forces de gauche.



NLA: Une ambition, un programme, mais quels moyens pour le mettre en œuvre ? La conférence nationale du PCF a-t-elle permis de répondre à cette question ?

A.S. : La conférence nationale du PCF a témoigné d'une grande maturité politique. **Après une période difficile, nous pouvons mieux débattre au sein du parti, cela s'est ressenti à Montreuil mais aussi dans le département où les assemblées de section ont porté des interrogations, des ambitions, des inquiétudes parfois mais toujours dans la sérénité et avec le souci du rassemblement.** La place du Front de Gauche dans la Gauche, le type de campagne et de rassemblement voilà les grands sujets qui traversent le débat jusque dans le choix des candidatures.

NLA: C'est l'ambition que le PCF veut se donner avec le Front de Gauche ?

A.S. : Des débats continuent de traverser le PCF et le Front de gauche, c'est naturel. D'autant que la planète est confrontée à de grands bouleversements: les guerres, la crise, les enjeux environnementaux dont l'actualité nous rappelle l'acuité... Et un pouvoir de droite toujours aussi destructeur qui n'hésite pas à instrumentaliser l'extrême droite et à

Les communistes ne veulent pas jouer « petite gauche » ni constituer un cartel d'organisation de la même manière, ils veulent voir leur Parti jouer pleinement son rôle. Ils le disent et l'écrivent. Le Parti de Gauche et la Gauche Unitaire ambitionnent la création d'une nouvelle force politique. Ils le disent et l'écri-

vent. C'est leur droit. Je suis pour ma part satisfait que nous puissions en parler entre communistes sans sombrer dans la caricature ou le jeu binaire du « pour ou contre le Front de Gauche ». Il n'y a pas matière à dramatiser ces débats et encore moins à les simplifier ni à nier leur existence. **Si notre ambition est de permettre à de nombreuses personnes de retrouver ou de découvrir le chemin de la construction politique, alors il faut s'emparer de ce défi avec énergie.**

NLA: Peux tu nous dire où en est le Front de Gauche ?

A.S. : Les trois organisations (PCF/GU/PG) proposent une orientation stratégique et un programme populaire partagé, un accord sur les législatives est en cours de conclusion et la candidature de Jean-Luc Mélenchon est proposée par la conférence nationale pour la présidentielle.

J'étais pour ma part, avec de nombreux autres, très attaché à ce que les communistes puissent disposer de tous les éléments du débat ainsi que d'un choix pluraliste sur le bulletin de vote.

La conférence nationale est allée dans ce sens, dans un esprit de responsabilité et de rassemblement et c'est une bonne nouvelle.

De nombreux communistes n'auraient pas compris

le mesurer dans notre département. Aux sénatoriales par exemple où nous serons représentés par Sabine Mahé, la place des communistes à gauche est respectée. Avec ces centaines de militants souvent engagés en premières lignes dans les batailles politiques et sociales, avec des élu(e)s qui portent des combats importants

NLA: Tu as été élu secrétaire départemental il y a tout juste un an, quel regard portes tu sur la fédération et le parti dans le département ?

A.S. : C'est une fédération qui compte et nous pouvons



contre les expulsions locales ou la réforme territoriale et qui obtiennent la conditionnalité et le suivi des aides publiques jusqu'au remboursement si les entreprises licencient, nous pouvons être fiers de notre parti.

Il reste beaucoup à faire et nous avons bien avancé sur la feuille de route que se sont fixés les communistes de Loire-Atlantique en congrès. Avec un exécutif départemental à parité, rajeuni et renouvelé qui s'est rapidement mis au travail avec les directions de section, je continuerai d'y travailler avec l'enthousiasme et l'énergie nécessaire.

Nous voulons battre la droite et contribuer à la victoire d'une nouvelle majorité de gauche répondant aux aspirations populaires.

qu'André Chassaigne se retire avant la consultation des communistes.

Mais attention, il ne s'agit pas de primaires, les communistes ne sont pas en campagne « une campagne un camp contre un autre ».

L'exercice de la démocratie devrait pouvoir permettre, après l'expression de chacun, de se rassembler toutes et tous ensemble derrière le candidat choisi collectivement.

NLA: Et en Loire-Atlantique ?

A.S. : Nous avons un accord électoral accepté par les organisations et leurs direc-



Le dossier.

Conférence et consultation nationale

Le choix revient aux communistes

La conférence nationale des 3, 4 et 5 juin dernier qui s'est déroulée à Montreuil et à laquelle participaient 10 membres de la fédération de Loire-Atlantique a, au terme de débats riches et respectueux, permis que les communistes soient acteurs de leurs choix pour 2012.

Deux sujets ont eu la part belle lors des débats, celui de la candidature pour les présidentielles, et celui des législatives.

Pour la grande majorité des délégués, le PCF doit continuer de s'inscrire dans la démarche du Front de Gauche, et les débats ont porté sur les différentes conceptions de ce Front soutenues par Jean-Luc Mélenchon et André Chassaigne. La candidature d'André Chassaigne apparaissant comme étant plus collective face à une candidature Jean-Luc Mélenchon jugée, quant à elle, plus aut centrée.

Une grande importance, dans les débats, a été donnée au programme, véritable socle d'exigences fortes à même de transformer la société.

Aussi, beaucoup d'intervenants ont insisté sur l'importance des élections législatives et le souci de renforcer le groupe actuel afin de porter la voix des citoyens qui, en nombre, refusent les politiques antisociales menées actuellement.

C'est après l'ensemble de ces débats qu'a été adoptée (à plus de 63%) la résolution qui propose de poursuivre ce qui a été entamé avec le front de gauche, et ce, avec l'objectif d'inscrire cette démarche « au cœur de la

gauche » avec un programme ambitieux, un programme de « transformation » capable de faire bouger les lignes à gauche.

Pour ce faire, le PCF propose à ses partenaires « un contrat politique pour permettre le rassemblement de toutes les forces disponibles » autour du programme populaire et partagé, d'orientations politiques communes, d'un accord législatif qui respecte l'influence des communistes et la diversité du Front de Gauche.

Comme cette résolution l'affirme « il revient aux communistes de décider » et de faire leur choix. (voir la rubrique consultation). Choix qui déterminera l'année 2012 pour les communistes, et qui devra leur permettre de se rassembler.

Comme l'a évoqué Pierre Laurent, c'est une bataille de titan qui attend les militants pour faire perdre Sarkozy mais une bataille nécessaire, aux côtés des citoyens pour en finir avec cette droite xénophobe, ce rouleau compresseur producteur d'inégalités sociales.

La conférence nationale a aussi donné l'occasion de réfléchir et de débattre des fronts unis



contre la vie chère, avec un certain nombre de propositions : l'augmentation des salaires, le blocage des loyers et de modalités d'action pour mener à bien cette campagne.

Cette conférence, outre les débats et les réflexions qui ont été menés, a également permis de tisser des liens et d'exprimer la solidarité des communistes envers les peuples en lutte. Notamment en recevant des acteurs des révolutions arabes ainsi qu'un jeune communiste espagnol initiateur du mouvement des indignados.

Point de vue

Gauthier LORTHIOIS

J'ai eu le plaisir d'être délégué à l'assemblée nationale du parti. Certes dédié majoritairement à la question des échéances électorales ce fut également l'occasion de mener un retour d'expérience sur la démarche du Front de Gauche. Fort est de constater de la variété des situations et des succès. En effet, les petites sections, surtout dans les secteurs dominés par la droite, ont bénéficié d'un regain d'activité et

de développement militants. Cela est sans doute en partie dû à l'esprit unitaire qu'ont pu manifester les organisations partenaires. Dans les régions où le PCF se trouve bien implanté, en revanche, des difficultés subsistent faute d'objectifs et de luttes convergents. Cela montre la nécessité d'une approche prudente et volontaire dans la démarche du Front de Gauche.

Erwan AUTES

J'ai participé à la conférence nationale en tant que membre du conseil national depuis le 35ème congrès. J'ai apprécié l'état d'esprit de ces trois jours, particulièrement lorsque la salle a applaudi longuement la délégation palestinienne dimanche matin. J'ai aussi noté la capacité à se parler et à s'écouter sereinement. Les différentes options se sont exprimées. Le jeu n'a pas été fermé. Ce sera bien aux communistes de décider

du candidat et de la stratégie par leur vote souverain du 16 au 18 juin. Nous repartons avec un mandat clair, voté par 63,6 % des délégués, celui de faire franchir une nouvelle étape au Front de gauche : « sur la base du contrat du Front de gauche pour 2012, la conférence nationale propose aux communistes de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour cette élection. ».

La consultation des communistes

La Consultation

Les communistes devront s'exprimer autant sur les présidentielles que sur les législatives.

Un premier bulletin de vote permettra aux adhérents de déterminer les choix de leur parti pour 2012. Trois choix possibles :

- Dans le cadre du Front de gauche, en vertu du contrat politique conclu entre les forces de ce front comportant les orientations politiques, le programme populaire et partagé et l'accord sur les législatives, le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

- Toujours dans le cadre du Front de Gauche, la candidature d'André Chassaigne « dans la poursuite d'une dynamique de rassemblement », en portant le programme populaire et partagé et une ambition commune pour les législatives et avec le souci d'« une pleine existence du PCF ».

- Enfin, en dehors du Front de Gauche la candidature D'Emmanuel Dang Tran.

Le bulletin de vote adressé aux communistes

sera celui adopté par la conférence nationale à près de 80 %.

En Loire-Atlantique, les adhérents auront un deuxième bulletin de vote afin de valider l'accord avec les partenaires du Front de Gauche en ce qui concerne les législatives. Cet accord a été travaillé conjointement entre la fédération, la direction nationale et les sections, il vise à la réussite de l'accord national tout en respectant l'implantation et la visibilité du parti dans le département.

1ère circonscription	PCF / PCF
2ème circonscription	PG / PG
3ème circonscription	PCF / PCF
4ème circonscription	PCF / PCF
5ème circonscription	PG / PG
6ème circonscription	PG / PCF
7ème circonscription	PCF / PG
8ème circonscription	PCF / PCF
9ème circonscription	PCF / PCF
10ème circonscription	PCF / PCF

Où voter ?



La consultation des communistes de Loire Atlantique sur les présidentielles et les législatives aura lieu du 16 au 18 juin prochain.

Le vote se fera par courrier (des bulletins et une enveloppe seront envoyés à chaque adhérents) ou

dans les bureaux de vote des sections et à la fédération.

LES BUREAUX DE VOTE

Brière : Salle des associations de Joachim, le jeudi 16 juin de 17H à 20H.

Nantes : Siège de la section, les 16 et 17 juin de 10H à 12H et de 14H à 19H et le 18 juin de 10H à 12H.

St-Nazaire : Siège de la section, les 16 et 17 juin de 17H à 19H et le 18 juin de 10H à 12H.

A la fédération : LES 16 ET 17 juin de 9H à 12H et de 14H à 18H et le samedi 18 juin de 10H à 12H.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Un 18 juin sur l'Aéronautique

Il se passe quelque chose dans la filière de l'Aéronautique & du Spatial. Les Communistes des sociétés de ce secteur s'organisent pour influencer sur les décisions dans ce secteur. Un collectif national se met en place. Il organise une grande initiative de débat samedi 18 juin au siège du PCF - Place du Colonel Fabien à Paris. Car ce secteur aussi est passé de l'investissement industriel à la recherche de taux de profit à deux chiffres et, ce, aux dépens, non seulement des investissements, mais aussi des conditions de travail des salariés. Le 18 juin, en la présence notamment de Pierre LAURENT et Yves DIMICOLI, le débat servira à dynamiser les luttes et ouvrir des perspectives nouvelles

Fonctionnaires « amiantés »

La Loire-Atlantique est un département durement frappé par l'amiante. Des milliers de salariés de la construction et de la réparation navale, de la métallurgie, des ports et docks, et de bien d'autres secteurs ont été, sont ou seront contaminés par l'exposition à l'amiante, payant un lourd tribut aux mensonges des industriels de l'amiante et des gouvernements qui ont couvert son usage jusqu'en 1997. L'amiante est présent dans des centaines de bâtiments occupés et entretenus par des personnels hospitaliers, territoriaux, agents de l'État, secteurs publics privatisés. C'est pourquoi les UD CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA ainsi que l'ADDEVA 44 (Association départementale de défense des victimes de l'amiante) organisaient un rassemblement le 7 juin 2011 devant la Préfecture de NANTES. Ils ont exigé du Préfet la vérification auprès de toutes les administrations de la mise en place pour les personnels contaminés du suivi médical amiante, de faire procéder à des études épidémiologiques pour les personnels des sites amiantés, et l'alignement sur la règle du secteur privé pour tous les fonctionnaires malades de l'amiante, comme les agents du Tripode l'ont obtenu par la lutte

Dépassements d'honoraires : En sortir !

Les dépassements d'honoraires médicaux explosent : 2,5 milliards d'euros en 2010, avec un taux passé de 25% du tarif opposable en 1990 à 54% en 2010 ! Ces dépassements concernent essentiellement les médecins spécialistes et chirurgiens. Cela a des conséquences majeures pour les patients, un reste à charge de plus en plus important et des renoncements aux soins de plus en plus fréquents. Et pour les généralistes, de plus en plus de travail pour trouver des correspondants pratiquant des tarifs opposables, afin de permettre l'accès aux soins. Toute « solution » s'appuyant sur un rôle accru des complémentaires, augmenterait les tarifs de celles-ci et renforcerait les inégalités d'accès aux soins. La mise en place d'un secteur optionnel à « dépassements encadrés » aboutirait à une généralisation des dépassements. Celle de filières de soins agréées par les complémentaires et mieux remboursées par celles-ci serait aussi une reconnaissance du droit à dépassement et préfigurerait un système de gestion assurantielle à l'américaine. **Il faut en sortir !** Le Syndicat de la Médecine Générale préconise un grand débat public sur : quel serait un « revenu correct » pour un médecin ? Combien doit-il être payé ? Car l'accès de tous aux soins exige de supprimer les dépassements d'honoraires et améliorer la prise en charge par l'Assurance maladie, obligatoire et solidaire.

- 0,9 % au 1^{er} semestre 2011

C'est l'évolution prévue du pouvoir d'achat des fonctionnaires par l'INSEE, s'additionnant à la perte de 11% cumulée depuis 2000 !

+ d'élèves = - de profs



+ = - c'est le théorème de Sarkozy. Un bien mauvais prof de maths ! En effet, 862 610 postes de fonctionnaires dans l'Éducation nationale à l'arrivée de la droite aux affaires en 2002, 804 043 en 2010 (soit moins 58 567), et voilà que le gouvernement veut encore supprimer 16 000 postes pour 2011. Cela ferait en 10 ans 74 600 postes supprimés, soit 8,6% ! Dans le même temps, la natalité ne cesse de progresser : 774 800 nouveaux nés en 2000 pour 797 700 naissances en 2010. Qui va enseigner à ces enfants en nombre croissant ? **Les solutions envisagées par le gouvernement sont intolérables : fermer les classes de maternelle, entasser un plus grand nombre d'élèves dans les classes, favoriser le privé.** Pire, au nom de l'autonomie des établissements, ils devront, grâce à des dons du privé, des familles et des collectivités locales, se résoudre à des recrutements locaux d'enseignants vacataires. Le PCF dénonce cette conception inégalitaire du service rendu au public dans un fonctionnement marchand. La démocratisation scolaire, de la maternelle au supérieur, doit être le moyen pour les futurs adultes d'affronter les défis d'un monde en mouvement, d'y vivre et d'y travailler. Pour préparer la rentrée 2011, le PCF appelle tous ces collectifs militants à s'unir pour obtenir, école par école et nationalement, la réouverture de toutes les classes nécessaires dès l'âge de 2 ans. Les communistes de Loire Atlantique et leurs élu-e-s ont soutenu les initiatives prises par les organisations syndicales et associations de parents d'élèves pour la semaine d'actions du 6 au 10 juin. **« Stoppons les suppressions de postes à l'école, exigeons de l'État qu'il rétablisse la totalité des postes de fonctionnaires dans l'Éducation nationale qu'il s'acharne à supprimer depuis 2002, alors même qu'arrive dans le secondaire la vague du Baby Boom de l'an 2000. »**

Urgence Salaires !

Le 30 mai 2011, l'UD CGT 44 tenait une conférence de presse. Le thème : Augmenter les salaires : la priorité et une urgence ! En effet, pour 76% des salariés la revalorisation des salaires est la première des revendications, même si l'emploi, la protection sociale, la santé au travail et la retraite sont toujours des revendications très majoritaires. C'est pourquoi il se développe de nombreuses luttes sur les salaires. La bataille sur les retraites n'était pas terminée que les luttes d'entreprises commençaient : Bouhyer à Ancenis en novembre 2010 qui au bout d'une semaine de conflit a obtenu 2% d'augmentation salariale et des avancées sur les conditions de travail. Après ont suivi : Tipiak, Cezus Areva à Paimboeuf, Man diesel à Saint-Nazaire, Maugin à Paimboeuf, filtre Auto, Valorena à Nantes, Manitou à Ancenis, la DCNS à Indret, Halgand à Saint-Brevin, Airbus, 3 axes sur Carquefou et sans oublier les luttes des salariés du

commerce comme ceux de Carrefour ou de System U. Aujourd'hui, face à l'augmentation du coût de la vie, les charges incompressibles tel que le logement, le carburant, l'énergie, vivre avec le SMIC 1365 euros brut, 1072 euros net, n'est plus possible. Et encore, faut-il être à temps plein ! C'est en moyenne 300 € qui manquent en moyenne pour vivre convenablement. La CGT revendique un SMIC à 1600 euros depuis 2008, mais à l'écoute des salariés cela semble insuffisant à l'UD 44, pour qui un SMIC à 1700 euros est aujourd'hui nécessaire. C'est pourquoi elle lance en Loire-Atlantique une campagne offensive à partir de la journée d'action du 31 mai et pendant tout l'été, afin d'amplifier la mobilisation sur les salaires dès la rentrée : initiative sur le tour de France le 4 juillet, en direction des saisonniers et vacanciers avec la caravane confédérale le 6 juillet, diffusion de tracts argumentaires sur tout le département.



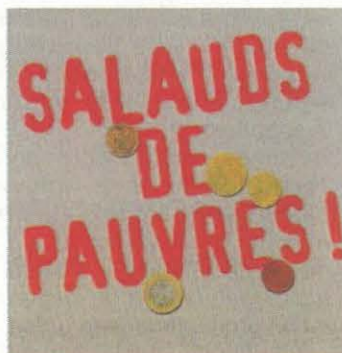
Du RSA au STO

L'UMP, par l'intermédiaire de son Secrétaire général, Jean-François COPE, annonce à l'ordre du jour de ses travaux internes, la proposition de conditionner le versement du Revenu de Solidarité Active (RSA) à la réalisation de 5 à 10 heures de travail social. En somme une forme de Service du Travail Obligatoire de sinistre mémoire... Salauds de pauvres ! Ils abusent quand même : 300€, montant mensuel moyen du RSA, tous allocataires confondus en 2009 ! Et ils prétendraient en plus avoir tout leur temps pour chercher un emploi, remplir les multiples démarches et files d'attente que génèrent la

galère ! (sécu, banque, pôle emploi...). Copé a trouvé son credo : la chasse aux pauvres. Directement inspiré par les propositions du ministre Laurent Wauquiez qui aura servi de poisson pilote dans cette affaire, il propose qu'une partie des titulaires du RSA travaille gratuitement pour une collectivité territoriale. De plus, les pistes évoquées quant aux travaux qui pourraient être concernés sont particulièrement inquiétantes. Le parti présidentiel propose en effet que ces heures soient destinées aux personnes dépendantes... Il faut croire qu'à droite on mesure mal les besoins liés à la perte d'autonomie et la qualité des

compétences nécessaires dans ce domaine. Les publics concernés sont particulièrement fragiles, et ont besoin à leurs côtés de femmes et d'hommes formés pour répondre spécifiquement aux besoins liés au vieillissement ou au handicap. Est-ce pour contourner le débat du financement solidaire de la dépendance ? Faut-il voir un lien avec les 200 000 suppressions de postes de fonctionnaires programmées de 2008 à 2013 ? Faire travailler des personnes sans les payer est sans doute un bon calcul pour l'UMP ! Mais sanctionner les

plus pauvres parce qu'ils sont les plus fragiles est particulièrement cruel, injuste. S'il y a aujourd'hui 8 millions de travailleurs pauvres, si 13% des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté, nous le devons à la politique du gouvernement aux ordres des marchés financiers et du MEDEF.



Evènements, culture, idées.

Quelle démondialisation ?

Les voies d'une "déglobalisation" exemplaire en France

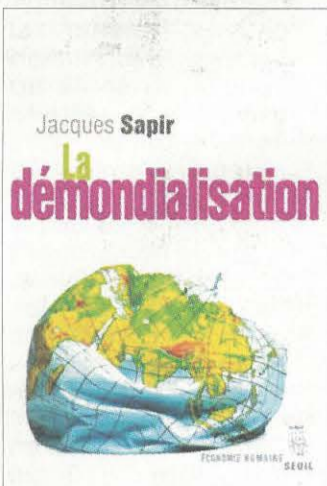
Pour l'auteur de ce livre, Jacques Sapir, nous vivons l'amorce d'un reflux de la globalisation économique, qu'on appelle en France mondialisation. Dans le fétichisme de la mondialisation, il y a eu beaucoup de mensonges et de calculs. Ce livre affiche la volonté de rétablir certaines vérités et de tracer les voies d'une issue.

• Les impasses de la globalisation

Si la mondialisation englobe de multiples dimensions, les deux principales sont marchande et financière. Le livre les analyse en deux parties. L'auteur démontre que « c'est bien dans les classes supérieures des pays riches – et de certains pays en développement – qu'il nous faut alors aller chercher les bénéficiaires de cette globalisation. Celle-ci a altéré en profondeur les modes de répartition de la richesse, tant dans nos sociétés que dans celles des économies dites "émergentes" ».

En réalité, "l'ouverture" a été d'emblée conçue par les classes dirigeantes des grands pays afin de faire baisser la pression que les salariés exerçaient encore sur les profits au début des années 1970. Derrière tous les discours sur la contrainte extérieure puis sur la solidarité européenne, se cachait « le projet très construit de revenir sur les principales conquêtes

sociales des années 1950 et 1960 ». La globalisation a bien correspondu à ce que les classes dirigeantes de notre pays attendaient d'elle : « un



puissant instrument de remise en cause des avantages arrachés de haute lutte par les classes populaires de 1945 à 1970 ».

• L'Europe n'est pas la solution

Au début des années 1990, « l'Europe s'est progressivement transformée en "meilleure élève" de l'ouverture avec des conséquences importantes sur ses salariés », par le biais d'un renversement complet du partage de la valeur ajoutée entre travail et capital. C'est ainsi entre 1984 et 1990 que la France connaît un relèvement de la part des 1% les plus riches. « Dans la mesure où il n'était plus possible pour eux d'utiliser l'arme de la dévaluation comme dans les années 1950 et

1960 », l'intégration européenne conduit alors

« les dirigeants (socialistes) à jouer sur le partage de la valeur ajoutée ». Avec, au final, "un constat d'appauvrissement dans une économie riche" : « la déflation salariale est indiscutable et c'est elle qui explique le ralentissement général de l'inflation. Elle est le résultat de la mise en concurrence des travailleurs français avec les travailleurs d'autres pays dont le niveau des salaires était incomparablement plus bas ».

L'Union européenne joue-t-elle réellement un rôle de protection ? A cette question l'auteur répond par un non sans appel. « L'Europe n'a ni protégé les salariés des pays occidentaux, ni apporté une convergence sociale rapide pour les salariés des nouveaux entrants. Elle a, au contraire, conduit à un nivellement par le bas toujours plus poussé des situations sociales dans l'industrie, pour les plus grands profits, bien entendu, des grandes entreprises ».

• Les voies d'une issue en France

Actuellement, « l'histoire et la politique reprennent leurs droits », et c'est "le retour des Etats". Pour l'auteur, face à la crise financière, « très clairement, ce n'est pas sur la réglementation prudentielle que l'on peut compter mais bien sur l'interven-

tion discrétionnaire des Etats ». Le processus de déglobalisation ne peut être que politique et volontariste : « *Devant l'inertie ou la mauvaise volonté de ses partenaires, un pays a le droit de penser à sa propre situation* ».

Cette déglobalisation, construite et pensée, doit devenir un projet, un nouveau schéma de développement, pour une nouvelle société structurée autour d'un cœur industriel important qui doit se fixer comme objectif le plein emploi (objectif quantitatif) et la réindustrialisation (objectif qualitatif). Conciliant un développement des services publics, une croissance verte, de nouvelles infrastructures de transports, le passage de la monnaie unique à la monnaie commune, la création d'un pôle public du crédit, et la prise résolue de distance avec les principes de "la concurrence libre et non faussée" qui règnent sur l'Europe. Il s'agit de rendre visibles les vertus de l'exemplarité de la France dans les solutions de sortie de crise. Un livre parfois technique mais qui reste très abordable et associe heureusement l'expertise académique et les analyses critiques. Ce qui, encore bien trop rare, mérite d'être souligné.

Jacques Sapir, **La Démondialisation**, Ed. Seuil, 2011, 264 p., 19,50 €

LIRE

Travail, les raisons de la colère

Quelque chose de destructeur est à l'œuvre dans le monde du travail. L'ambition de cet ouvrage est de montrer l'intrication permanente et indissociable de l'objectif et du subjectif, du personnel et du structurel, de l'existential et du social dans le rapport au travail.

Comment comprendre les violences, les inquiétudes et les souffrances ? Pour quelles raisons le mal-être, le stress, l'épuisement professionnel, les dépressions, les suicides se retrouvent-ils dans des secteurs d'activité très différents ? Pourquoi la colère des travailleurs n'arrive-t-elle pas s'exprimer plus collectivement dans des mouvements sociaux ?

Les réponses à ces questions restent pour Vincent de Gaulejac trop partielles, faute de mettre en perspective quatre

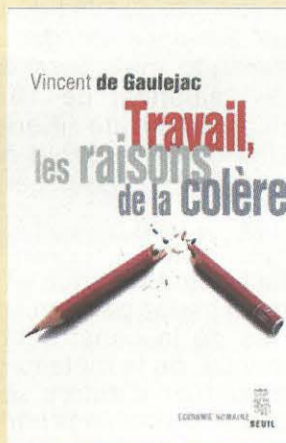
registres habituellement séparés : le macro-économique marquée par la disjonction entre la production qui reste territorialisée et la finance qui échappe à toute régulation et à tout contrôle ; le politico-idéologique dominé par les théories néolibérales du G20 et des institutions internationales ; la gouvernance des entreprises et des administrations acquise à la "révolution managériale" ; le vécu des travailleurs, caractérisé par la souffrance, leur désespérance et leur impuissance.

Le propos de l'auteur est « d'analyser l'intrication complexe de ces différents plans afin de comprendre les sources du mal être au cœur des organisations et des institutions ».

Comprendre ce qui ne va pas bien, c'est agir pour aller mieux. « La pensée critique est le terreau de l'imaginaire créatif qui permet de penser un monde meilleur. C'est en comprenant les raisons de la colère que l'on peut espérer transformer sa force destructrice en énergie créatrice ». Pour l'auteur, par exemple, « il faut revoir de fond en comble l'enseignement des sciences de la gestion, qui s'est fourvoyé dans l'acquisition de techniques censées optimiser le fonctionnement des organisations, en oubliant, ou en marginalisant l'histoire, la philosophie, les sciences humaines ».

Mais surtout, il estime que nous sommes aujourd'hui à un tournant. « Il manque cruellement une expression politique à la colère qui gronde dans le monde du travail. La souffrance au travail, expression personnelle d'une colère rentrée, ne demande qu'à alimenter le feu de la révolte contre un système globalitaire ».

Vincent de Gaulejac, **Travail, les raisons de la colère**, Ed. Seuil, 2011, 336 p., 21 €



VOIR...

René Guy Cadou

René Guy Cadou

ou les visages de la solitude

Cette exposition est composée de 22 panneaux où les grandes lignes de l'œuvre se dessinent sur les thèmes de l'amour, de l'amitié, de la fraternité. On y retrouve les textes essentiels comme « Les fusillés de Châteaubriant », « Celui qui entre par hasard dans la demeure du poète » « La fleur rouge ». Le public peut y découvrir également des documents inédits : poèmes manuscrits, tapuscrits, dessins, photographies.

Réalisée par les éditions du Petit véhicule à l'occasion du 60^{ème} anniversaire du décès du poète, l'exposition a été présentée à la Médiathèque de Nantes et à l'Université permanente. Elle sera visible à l'automne dans le parc de la Brière, après avoir fait escale à Vallet et Rochefort-sur-Loire.

MÉDIAS

TV : alertons les bébés !

En un demi-siècle, la télévision s'est imposée dans la quasi-totalité de nos foyers. Elle a colonisé notre espace domestique et pris possession de nos planings. Les écoliers passent plus de temps face à l'écran qu'avec n'importe quel adulte, instituteur compris.

L'auteur invite le lecteur à se poser ces questions : la télévision mérite-t-elle vraiment que nous lui abandonnions 16 années de notre vie éveillée ? Nos enfants n'ont-ils pas mieux à faire que d'of-

frir à Coca-Cola du "temps de cerveau disponible" ? Les évidences scientifiques à charge ne sont elles pas suffisamment inquiétantes en matière de langage, de réussite scolaire, d'insertion sociale, de culture, de santé, de bien-être ou d'agressivité, pour justifier l'application d'un strict principe de précaution ? Pour lui, "la messe est dite", mais son réquisitoire dérangera sans doute beaucoup les téléphages impénitents que nous sommes devenus. Pourtant ces arguments solidement étayés et abondamment référencés méritent

qu'on s'y attarde. Visant l'objectif ambitieux de "la vérité scientifique sur les effets de la télévision", il démontre avec détails et précisions, que les recherches les plus récentes, dûment référencées, « ont largement confirmé les répercussions de la



consommation cathodique sur l'obésité, le développement des

troubles attentionnels, l'écllosion des comportements agressifs, l'émergence de valeurs sociales consuméristes et l'apparition de conduites sanitaires à risques (tabac, alcool, sexualité non-protégée, drogues, etc.) ».

Et même si tout le monde ne suivra évidemment pas ses salutations "recommandations finales" à la lettre, personne ne pourra cependant plus prétendre qu'il ne savait pas !

Michel Desmurget, **TV lobotomie, la vérité scientifique sur les effets de la télévision**, Ed. Max Milo, 2011, 318 p., 19,90 €

près de vous

Logement

Attaque de député UMP contre la loi SRU

La loi SRU oblige toutes les communes de plus de 3 500 habitants à atteindre un quota de 20% de logements sociaux. Une quarantaine de députés UMP ont déposé un projet de loi visant à inclure dans ces 20% les logements construits au titre de l'accès à la propriété. Une grosse ficelle qui permettrait aux communes récalcitrantes d'atteindre les 20% sans financer aucun logement sociaux. Cette proposition de loi illustre, s'il en était encore besoin, que le parti présidentiel n'a aucune motivation à résoudre la crise du logement alors même que plus de 3 millions de personnes sont en situation de mal logement.

Région

Perturbation sur les lignes TER, la région tape du poing

Le 31 mai dernier, Jacques Auxiette et Gilles Bontemps devaient se rendre à la visite inaugurale de la première phase de modernisation des lignes Nantes/Pornic, Nantes/Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Ils ont refusé de s'y rendre ! En cause, les multiples perturbations sur ces lignes alors même que la région a investi 16,4 millions d'euros dans leur modernisation. Une modernisation dont le but est de faire circuler plus de train sur une voie rénovée avec une signalisation remise à neuf. Malgré cela, les retards s'enchaînent et la région ne peut cautionner les désagréments subits par les usagers, alors même que d'importants travaux sont achevés.

Saint-Herblain

Soutien au peuple palestinien



Le 27 juin prochain, les élus de la ville de Saint-Herblain voteront une délibération en faveur du soutien à l'opération « un bateau français pour Gaza ». La commune apportera une contribution à hauteur de 200€ pour mener à bien cette initiative. La bande de Gaza vit sous le blocus total depuis 2007, un blocus illégal et intolérable qu'il est urgent de briser. 600 000 euros ont d'ores et déjà été récoltés et la flottille de la paix devrait partir aux alentours du 20 juin prochain.

L'invité

■ Sénatoriales : Unité, solidarité territoriale, proximité

Les élections sénatoriales auront lieu le 25 septembre prochain. **Sabine Mahé, Maire de Trignac sera candidate pour le PCF sur la liste de rassemblement des forces de gauche.**

Les sénatoriales, cette année, revêtent un caractère important. En effet, pour la première fois de son histoire le sénat peut basculer à gauche. C'est d'ailleurs tout l'enjeu que porte cette liste de rassemblement composée d'élus Socialistes, Verts et Communistes.

La liste, soucieuse des équilibres territoriaux, de la proximité avec les élus locaux s'appuiera sur l'unité des forces de gauche. Elle entend abroger la réforme des collectivités territoriales et défendre un véritable statut de l'élu.

La présence de Sabine Mahé sur cette liste, c'est l'assurance de porter l'engagement des communistes pour le renforcement de la démocratie locale et de la solidarité territoriale. A l'exemple de ce qu'ont porté les sénateurs communistes lors du précédent mandat, c'est le combat contre la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) afin de protéger et de moderniser les services publics, celui d'une meilleure protection sociale et la volonté d'en finir avec le libéralisme. C'est aussi le combat de nos sénateurs contre le bouclier fiscal, la privatisation de la Poste, la réforme des retraites...

La présence d'élus communistes au Sénat, c'est l'assurance de porter la parole populaire au cœur de cette institution. Il est plus qu'urgent de dire stop à la politique libérale du gouvernement, plus qu'urgent que les grands électeurs se prononcent en faveur d'une majorité de gauche avec un groupe communiste renforcé en son sein.



« Mon engagement sur la liste correspond aux valeurs de solidarité et de progrès social défendues par les communistes. En tant que femme, je souhaite vivement la construction d'un statut de l'élu(e) indispensable pour la démocratie. »
Sabine Mahé

La liste Unité, Proximité territoriale, Solidarité :
Yannick Vaugrenard : Conseiller Régional (PS); **Michelle Meunier** : Adjointe au Maire de Nantes et Vice-Présidente du Conseil Général (PS); **Ronan Dantec** : Adjoint au Maire de Nantes (EELV); **Sabine Mahé** : Maire de Trignac (PCF); **Gilles Philippot** : Vice-Président du conseil général (PS); **Michèle Gressus** : Maire de Bouguenais (PS); **Patrick Mareschal** : Ancien Président du Conseil général de Loire-Atlantique (PS).

L'activité

■ Couëron

Ne laissons pas massacrer l'école publique !

Alors qu'en 2010 déjà, des dizaines de milliers d'emplois furent supprimés dans l'éducation nationale, le Ministre a de nouveau annoncé la suppression de 16.000 postes à la rentrée 2011. Jours après jours pourtant, les professeurs, les enseignants, ainsi que les parents d'élèves crient leur colère de voir leur système éducatif se dégrader, l'encadrement se réduire et donc la réussite du plus grand nombre se voir remise en cause. Pourtant, avec 6,1 enseignants pour 100 élèves ou étudiants, la France présente le plus faible taux d'encadrement de professeurs par élèves des 34 pays de l'OCDE, loin derrière la Suède, mais aussi la Grèce ou le Portugal, remettant ainsi en cause notre capacité collective et individuelle à maîtriser les enjeux du monde. **A Couëron comme ailleurs dans le département cette volonté de démantèlement qui est à l'œuvre aujourd'hui entraîne toujours plus de classes surchargées, toujours plus d'inégalités et moins d'accompagnement. Ainsi dans l'ensemble du département, pour le premier degré, 5 postes seulement sont créés quand 502 élèves supplémentaires sont attendus (et alors que 30 créations de postes auraient été nécessaires) et environ 30 fermetures de classes sont programmées pour la rentrée prochaine. Quant au second degré, qui comptera 1068 élèves de plus en 2011/2012, on nous annonce 20 postes supplémentaires (1 poste pour 50 élèves...). Nous voyons donc clairement que cette politique de suppressions d'effectifs dans l'Education nationale n'obéit ni à la démographie ni à la nécessité de réduire un budget mais à une volonté idéologique de casser l'Ecole publique, en installant des inégalités par la remise en cause de la carte scolaire, et en supprimant ses moyens de fonctionnement. Les élus communistes et républicains de Couëron soutiennent ainsi vigoureusement l'ensemble des formes d'actions des professionnels ou parents d'élèves pour faire valoir le droit à une éducation publique de qualité pour tous, et se feront porteurs dans les échéances à venir de moyens nouveaux partagés, pour une école publique de progrès et émancipatrice !**

Groupe des élus communistes de Couëron

■ Saint-Nazaire

Sortir du nucléaire oui mais ?

La catastrophe de Fukushima met encore une fois en évidence les risques liés à l'énergie nucléaire. Beaucoup se sont précipités sur le slogan « sortir du nucléaire ».

Les allemands ont décidé d'arrêter 7 tranches nucléaires, il faut cependant regarder cela de plus près : l'Allemagne a la production énergétique la plus carbonée d'Europe (une des plus forte du monde) de plus il faut regarder les importations d'énergie électrique de ce pays.

Cette expérience sera salutaire pour la réflexion de chacun, il ne suffit pas de dire « on sort du nucléaire », il faut trouver comment on fait.

Les énergies renouvelables ont leur rôle à jouer bien entendu, mais il faut être réaliste : elles sont diffusées et pour l'instant ne sont pas forcément disponibles quand on a besoin.

Nous allons vite nous apercevoir grâce à l'Allemagne de ce qui se passe quand on arrête les centrales.

L'Allemagne et le Danemark, les deux pays où l'éolien est le plus développé, sont les deux plus mauvais dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ils font tourner des centrales au fioul et au charbon avec du lignite qui est encore plus « sale » que le charbon.

Au Japon, il y a eu 2 TSUNAMI en 1893 avec une vague de 38 mètres, en 1933 une autre de 29 mètres.

Cela n'a pas été pris en compte, ce qui peut laisser penser qu'il y a eu collusion entre les groupes privés du secteur nucléaire, le gouvernement japonais et l'autorité de sûreté. C'est bien le capitalisme qui est en cause.

En France l'autorité de sûreté nucléaire n'est pas réellement indépendante du politique. Quant à EDF, l'entreprise est encore sous contrôle de capitaux d'Etat.

Donc il ne s'agit pas de dire oui ou non au nucléaire, mais oui ou non à la privatisation. Sortir ou reconquérir la maîtrise publique du nucléaire ?

Il faut que la population investisse la réflexion, participe à un débat national, soit consultée afin que le choix énergétique soit véritablement démocratique.

Groupe des élus communistes de St-Naz

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Présidentielles et législatives 2012

16 17 18 juin : Consultation des communistes pour les élections présidentielles et législatives 2012.

Brière

Mercredi 22 juin : Réunion publique sur le programme populaire partagé à 20H30, salle de la garenne à Missillac.

St Nazaire

Judi 23 juin : Forum sur le programme populaire partagé : la santé à 20H30 maison de quartier d'Avalix.

Bibliothèque Paul Eluard

Du 1er juin au 29 septembre : Exposition Fantasia dédiée au Maroc. Vernissage le 16 juin à 18H30 à St Herblain.

Le choix du communisme d'une militante Chantenaysienne

Née en 1910 à Vallet dans une famille catholique, modeste, Marguerite Joubert suit ses parents à Nantes, dans le quartier populaire de Chantenay.

Au début des années 30, devenue institutrice malgré une tuberculose, elle rencontre Alphonse Braud et André Lermite dans le cadre de ses activités syndicales.

Membre du « Groupe des jeunes » œuvrant pour l'unité syndicale, elle suit les cours de Jean Bruat, professeur communiste d'histoire au lycée Clémenceau. Véritable rupture avec sa culture familiale, elle donne son adhésion en Octobre 33 au PCF.

Responsable départementale des « jeunesse », membre de l'association des amis de l'URSS et du secours rouge International, elle sera dénoncée, arrêtée et déportée en septembre 42. C'est à Auschwitz II Birkenau en mars 43, qu'elle décède d'épuisement. Elle avait 32 ans, mariée fi 38 à André Lermite, mère d'un garçon né pendant l'été 39.

C'est à l'initiative de l'association Roche-Maurice que s'est tenue pendant deux jours à la mairie de Chantenay une exposition retraçant son parcours.

Renaud Avez professeur d'Histoire-Géographie au Lycée de Bouaye, a présenté ce samedi, le travail de recherches de ses élèves de première qui a alimenté l'exposition sur cette femme militante communiste qui fut institutrice à l'école publique de leur ville.

On a donné le nom de ses deux camarades à des écoles de Nantes. Il reste à honorer son parcours... jusqu'à l'oubli. ? André Maurice



Marguerite Joubert-Lermite

Les jeunes s'indignent !

Par Gauthier LORTHIOIS

Engagé dans les Jeunesses Communistes ainsi que dans le Parti Communiste Français, j'ai assisté en tant que délégué pour la Loire Atlantique à la conférence nationale du Parti Communiste Français des 3, 4 et 5 Juin 2011. Le samedi, à l'invitation de Pierrick ANOOT, nous avons eu le plaisir d'accueillir un jeune responsable des Jeunesses Communistes espagnoles au sujet des occupations de places dans son pays. **Il nous a rappelé le caractère essentiellement politique du mouvement, amené à se structurer non pas parce que les organisateurs utilisent internet mais parce qu'il porte des revendications concrètes, populaires et révolutionnaires de façon extra parlementaire.** Ainsi, la situation actuelle n'est pas vouée à demeurer. Pour l'instant, il s'agit d'organiser des forces, de faire la démonstration du nombre et de s'organiser. Mais bientôt, ce sera la réalisation concrète de ce mouvement qui, comme il le fut proclamé, n'est pas là pour revendiquer mais pour prendre. Ainsi, l'occupation des places devrait prendre fin le 19 juin pour se transformer notamment en occupation et distribution des logements vacants, une initiative qui a de quoi faire réfléchir les militants français d'autant que la question de l'accès à l'habitat décent demeure critique. Et, afin de fédérer les énergies, **rendez-vous a été donné à la jeunesse européenne pour de nouvelles occupations le 15 octobre prochain dans toutes les grandes villes.**



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

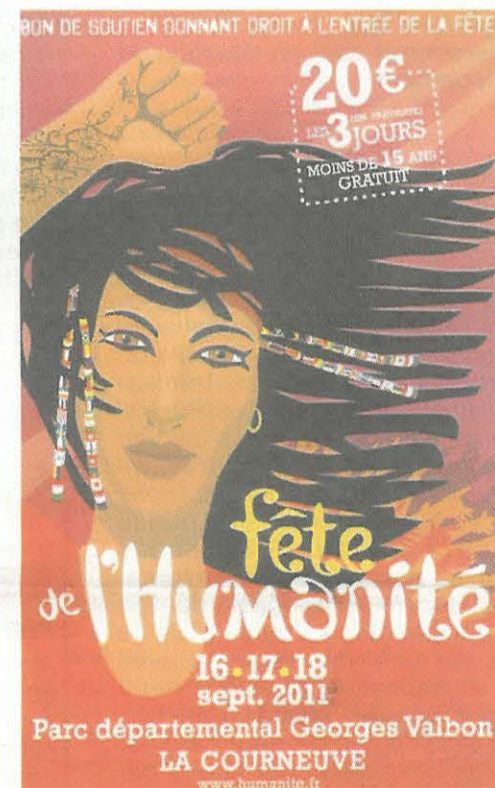
Jean-Yves MARTIN

Mireille PERNOT

Yann VINCE



Vite lu...



La fête de l'huma 2011 vous donne rendez vous au Parc de la Courneuve pour une nouvelle édition en septembre 2011. Au programme de la Fête de l'huma 2011, des débats politiques, des concerts avec de grands artistes et de jeunes talents, du théâtre, des projections et des expositions et des spectacles de rue. Premier artiste dont le nom a été dévoilé, Yannick Noah sera en concert à la Fête de l'humanité 2011. La vignette d'entrée est disponible à la fédération au 02 40 35 03 00. Elle est au prix de 20euros. Dans les points de ventes habituels elle sera au prix de 25 euros.

Front uni contre la vie chère

La hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat asphyxient les familles alors qu'au même moment les entreprises du CAC 40 enregistrent des bénéfices records. La précarité pour une très grande majorité, toujours plus de profits pour une petite minorité : cette réalité est de plus en plus insupportable chaque jour.

Ensemble nous exigeons :

- **D'augmenter les salaires, pas les actionnaires.** Une sensible augmentation des salaires, des retraites et des minimas sociaux, avec un salaire minimum porté tout de suite à 1600 euros brut. Une contribution immédiate des grandes fortunes, via un renforcement de l'ISF, pour redonner à l'État les moyens de conserver et créer des emplois utiles dans l'éducation, la santé, la police. La création d'une sécurisation de l'emploi et de la formation.
- **De bloquer les prix et les loyers.** Bloquer les prix de l'énergie (gaz, électricité, essence) et d'un ensemble de bien de 1ère nécessité. Bloquer les loyers et en limiter le montant à un maximum de 20% des revenus des familles.
- **De taxer les profits et la spéculations :** Taxer les revenus financiers des entreprises, supprimer les 30 milliards d'exonérations des cotisations patronales, créer un pôle public bancaire.

Nom - Prénom	Adresse	Téléphone	Courriel	Signature

A retourner à : PCF44 - 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes